

lune, la vache de la chanson a sauté par-dessus il y a de cela des années et les gens y sont allés en attendant de voir ce que le gouvernement actuel allait produire après juin 1968. Tout ce que nous demandons, c'est que le ministre de l'Agriculture, comme l'a dit aujourd'hui le chef de notre parti, vienne au moins à la Chambre et soit franc avec nous et avec tous les Canadiens d'un océan à l'autre, comme l'a été le ministre d'État qui a commencé à nous parler des problèmes et des difficultés de l'agriculture.

Ceux qui siègent de ce côté-ci de la Chambre savent aussi bien que le ministre et que leurs voisins de circonscriptions, même s'ils sont politiquement ennemis, qu'il y a en agriculture des problèmes qui ne sont peut-être pas insurmontables mais qui sont difficiles à résoudre en cette époque d'évolution et de transition. Il existe un exode rural vers les régions urbaines, la fusion de petites unités en grosses unités, de même qu'une technologie de pointe qui a poussé notre production plus loin que nous ne le rêvions il y a 20 ans. Même si l'on tient compte de cette transition et de ces changements, il n'est pas possible d'adopter ou d'interrompre des politiques agricoles, ainsi que le disait la pathétique déclaration faite aujourd'hui par le ministre à propos des changements futurs.

Je pourrais faire un long discours sur la phrase du ministre où il annonçait des restrictions dans l'agriculture à cause de la politique actuelle d'austérité. Ce serait de l'inconscience que de s'attaquer à une industrie aussi fondamentale que l'agriculture quand il faut si longtemps pour constituer un troupeau laitier ou créer des moyens de production de céréales ou construire des installations de séchage ou tout autre élément agricole. Personne ne lance un programme une année parce qu'il y a excédent et change tout son programme l'année suivante parce que, du fait de la munificence du ministre des Finances un léger excédent financier permet d'aider les cultivateurs.

Les deux nouvelles annoncées récemment ont causé de la confusion et de l'inquiétude dans le secteur agricole à cause de ce système d'ouverture et de fermeture des programmes. Je parle des deux plus récentes déclarations que le gouvernement actuel a faites sur l'agriculture, l'une concernant la politique laitière entrée en vigueur le 1^{er} avril 1969 et la deuxième concernant le programme des primes à l'élevage du porc entré en vigueur le 31 mars 1969. Dans le cas de la politique laitière, les agriculteurs de tout le pays ont eu une seule journée pour s'adapter au nouveau programme. Quant au programme de primes à l'élevage du porc, ils ont eu le grand total de six jours de délai avant son entrée en vigueur.

Je ne discute pas le pour et le contre des modifications apportées à l'un ou à l'autre de ces programmes. Ce que je dis, c'est que même quand on est député, on essaie de répartir son activité entre la Chambre des communes et sa circonscription; pour être ici, dans sa circonscription, à son bureau, et assister aux réunions des comités, il faut planifier un peu sa vie. Si vous êtes un homme d'affaires, vous devez également planifier votre activité. Donc, pourquoi attendre autre chose de l'agriculteur? Il doit planifier et pas seulement d'une saison à l'autre. Et pourtant, dans deux domaines essentiels de l'agriculture, la production laitière et l'élevage du porc, les cultivateurs n'ont eu qu'un jour, dans le premier cas, et de six jours dans le second, pour s'adapter à la nouvelle politique. Il me semble que ces faits ne traduisent guère les préoccupations que prétendent avoir nos vis-à-vis, et il nous est impossible de leur faire confiance lorsqu'ils déclarent être au courant de la situation agricole au Canada.

Je voudrais profiter de quelques minutes qui me restent, non pas pour traiter de la situation d'ensemble dans l'Ouest, car d'autres seront mieux qualifiés que moi pour évoquer dans le détail les préoccupations de l'Ouest, mais pour aborder les problèmes auxquels ont à faire face les cultivateurs de l'Est, que ce soit en Ontario, au Québec ou dans les quatre provinces atlantiques. Il y a, dans cette partie du pays, des cultivateurs qui doivent faire face à la même transition et aux mêmes mutations. Il est possible que les chiffres varient considérablement; il peut s'agir de superficies de quelques acres ou de plusieurs centaines d'acres, tandis que dans l'Ouest, il s'agit de quelques centaines ou de plusieurs milliers d'acres. Mais, relativement parlant, les problèmes sont identiques et, pour l'homme qui s'efforce de cultiver ses terres, cela revient au même. Ces gens ne craignent pas l'évolution. Ils sont prêts à en relever les défis. A condition toutefois que ces défis ne deviennent pas insurmontables à cause de la confusion qui règne au ministère de l'Agriculture, ou des revisions constantes de la commission d'étude sur l'agriculture, des conventions ou des autres commissions agricoles, et, à fortiori, à cause des réductions qu'on nous a annoncées aujourd'hui ou les deux changements de politique dont j'ai parlé tantôt.

• (8.30 p.m.)

Ces éléments causent une vive inquiétude dans l'Est, et à l'extrême Est, au sujet de trois questions particulières. La première est la politique relative aux grains de provende que le ministre a annoncée il y a quelques semaines. La deuxième est la question des marchés d'exportation, l'un des domaines fondamentaux visés par la motion, et la troisième est